



## Études de communication

langages, information, médiations

47 | 2016

Circulation et qualification des discours.  
Conflictualités dans les espaces publics (1)

---

# Médias, visibilité et légitimité politique en Colombie : Luites discursives en contexte de guerre et de construction de la paix

*Media, Visibility and Political Legitimacy in Colombia: Discursive Struggles in the Context of War and Peacebuilding*

Yeny Serrano

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/6626>

DOI : 10.4000/edc.6626

ISSN : 2101-0366

### Éditeur

Université Lille-3

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 49-70

ISBN : 978-2-917562-16-1

ISSN : 1270-6841

### Référence électronique

Yeny Serrano, « Médias, visibilité et légitimité politique en Colombie : Luites discursives en contexte de guerre et de construction de la paix », *Études de communication* [En ligne], 47 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/6626> ; DOI : 10.4000/edc.6626

---

Médias, visibilité et légitimité politique  
en Colombie : Luites discursives  
en contexte de guerre  
et de construction de la paix

*Media, Visibility and Political Legitimacy  
in Colombia: Discursive Struggles  
in the Context of War and Peacebuilding*

Yeny Serrano

Université de Strasbourg, EA 2310 - LISEC,  
Laboratoire interuniversitaire des sciences de l'éducation  
et de la communication  
yeny.serrano@unistra.fr

## Résumé / Abstract

Pendant des années les médias nationaux en Colombie ont contribué à légitimer la guerre contre les guérillas. Comment faire accepter alors le processus de paix entre le gouvernement et la guérilla des FARC initié en 2012 ? En comparant les discours d'information des médias nationaux (diffusés avant et pendant les négociations) et du journal télévisé des FARC, cette étude analyse la lutte discursive pour la visibilité médiatique et la légitimité politique menée dans le cadre des pourparlers de paix.

Mots-clés : discours d'information, visibilité médiatique, légitimité, Colombie, communication de guerre, processus de paix.

*For years, Colombia's national media contributed to the legitimization of the war against guerrilla forces. How then can the peace process between the government and the FARC, initiated in 2012, be justified? By comparing national media news broadcasted before and during the peace process with news diffused by the FARC online news program, this study analyzes the discursive struggle for media visibility and political legitimacy in the context of peace talks.*

*Keywords: news, media visibility, legitimacy, Colombia, FARC, war communication, peace process.*

Dans une société, différents collectifs cherchent à se faire connaître et à défendre leurs causes. Pour de nombreuses raisons historiques, sociales ou politiques, dans les actuelles démocraties à économie de marché, certains groupes et individus ont davantage d'accès aux espaces où leur parole peut être publicisée. Dans certains cas, il semblerait que les groupes sociaux « invisibles » dans l'espace public, ne bénéficient pas de la même légitimité. Certains auteurs affirment d'ailleurs que la construction de la légitimité est impossible sans visibilité (Thompson, 2005 ; Voirol, 2005). C'est justement cette relation entre visibilité et légitimité que cet article explore. Pour ce faire, nous analysons le cas des groupes « invisibles » dans la sphère publique dominante, qui, selon Fraser (2001), trouvent des moyens pour se rendre visibles aux yeux de la population devenant des « contre-publics » qui investissent des arènes discursives parallèles.

## 1. Visibilité, légitimité politique et médias

Nous prenons comme cas d'étude la Colombie où un conflit armé social et politique frappe le pays depuis des décennies et où des négociations de paix entre le gouvernement et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont en cours<sup>1</sup>. En effet, en septembre 2012, le président de la Colombie – J. M. Santos – et le chef des FARC – Timochenko – ont annoncé le début d'un nouveau processus de paix. En dépit d'un large soutien international, plusieurs secteurs politiques colombiens ont manifesté leurs réticences face aux négociations et estiment inacceptable que le gouvernement négocie avec un groupe longtemps présenté comme « narcoterroriste »<sup>2</sup>. Ils s'opposent à l'une des retombées possibles des négociations, à savoir que les FARC puissent devenir un parti politique légal. Se pose ainsi la question de la légitimité du

- 1 Cet article parle davantage de la guérilla des FARC même si le conflit armé et la construction de la paix impliquent d'autres groupes comme la guérilla de l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN, traduit en français par Armée de libération nationale) et les groupes paramilitaires.  
Les FARC sont la principale guérilla par le nombre de combattants et l'importance que le gouvernement et les forces armées leur accordent. Au début des années 2000, on estimait le nombre de combattant-e-s à 18 500 (IISS, 2005, 204). En septembre 2013, le Ministère de la défense parlait de 7 200. À leur naissance dans les années 1960, les FARC sont un mouvement d'autodéfense paysanne revendiquant une idéologie marxiste ». Après la chute du mur de Berlin, cette guérilla revendique la figure du héros de la guerre d'indépendance contre l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle, Simón Bolívar. Elle critique les dérives du modèle économique capitaliste et plaide pour une « paix avec justice sociale ».
- 2 À titre d'exemple, on peut citer la manifestation organisée le 2 avril 2016 par le parti politique de l'ex-président Uribe autour du slogan « paix sans impunité ». RFI (3 avril 2016). « Manifestations en Colombie contre les négociations avec les guérillas ». In *Rfi.fr*, [En ligne], <<http://www.rfi.fr/ameriques/20160403-colombie-partisans-uribe-manifestent-contre-negociations-guerilla-farc-eln>>.

processus de paix en tant qu'acceptation, par la population colombienne, d'une solution négociée à la guerre interne, au lieu d'une solution militaire. Les arguments des secteurs réticents suggèrent que l'acceptation des pourparlers de paix passe par la reconnaissance de la guérilla des FARC comme un acteur politique légal et légitime. Il est en effet difficile de concevoir le succès des négociations si la population estime que les FARC et leurs revendications ne méritent pas d'être reconnues.

Des travaux sur des processus de paix dans plusieurs pays montrent que le succès d'une négociation repose, entre autres, sur la reconnaissance des adversaires et de leurs revendications (Guelke, 2003 ; Wolfsfeld, 2004). Néanmoins, pendant des décennies, l'État colombien a cherché à légitimer la confrontation armée contre les groupes armés illégaux et tout particulièrement les guérillas. À ce sujet, les travaux en psychologie sociale ont démontré que tout groupe qui décide de combattre un adversaire de manière violente doit justifier cette violence auprès de la société. Pour ce faire, un processus de légitimation de sa cause et de délégitimation de l'adversaire se met en place, essentiellement à travers le discours. On rend acceptable la violence infligée à l'adversaire en lui attribuant la responsabilité de la confrontation. On minimise la violence que l'on fait subir à l'adversaire en la présentant comme légitime et nécessaire pour se défendre (Barreto *et al.*, 2009 ; Bar-Tal, Hammack, 2012). Les discours légitimateurs de sa propre violence et délégitimateurs de l'ennemi sont donc définis par leur visée.

Dans le processus de légitimation de la violence, les médias de masse jouent un rôle important, car ils permettent de diffuser les discours à grande échelle. La question se pose au moment où toutes les parties en conflit n'ont pas le même accès aux médias pour diffuser leurs discours. Certes, dans les sociétés contemporaines la visibilité sociale n'est pas uniquement possible *via* les médias de masse ; d'autres lieux publics et semi-publics existent pour se rendre visible et publiciser sa parole (Miège, 2010). Néanmoins, les médias de masse (presse, radio, télévision, Internet) sont des dispositifs permettant d'être visible auprès d'un large public sans avoir à être physiquement présent, ce qui constitue un atout pour des groupes sociaux, comme par exemple les leaders politiques ou les groupes armés (Thompson, 2005). C'est l'une des raisons pour lesquelles l'accès et le contrôle des médias font partie de la stratégie militaire dans le cadre de la communication de guerre (Géré, 1997 ; Maltby, 2012). En limitant l'accès de l'adversaire aux médias, on restreint sa visibilité auprès de la population et la diffusion de ses discours légitimateurs<sup>3</sup>.

3 Parce que l'instrumentalisation des médias fait partie de la stratégie militaire, il n'est pas possible de se limiter à l'étude des pratiques journalistiques si l'on cherche à comprendre le rôle des médias dans une guerre ou dans un processus de paix. Dans le but d'intégrer les apports de la sociologie du journalisme, des sciences du langage et de la psychologie sociale à la compréhension du discours d'information médiatique, cette étude, inscrite en sciences de l'in-

En Colombie, l'État (et ses forces armées) s'impose comme la seule partie légale du conflit et donc la seule ayant le droit de s'exprimer à travers les médias ou d'être sollicitée par les journalistes. Pour ce faire, l'État s'est doté d'un dispositif, depuis 1997, lui permettant d'interdire aux journalistes de diffuser les communiqués et les messages des groupes hors-la-loi<sup>4</sup>. Les adversaires armés de l'État doivent trouver des espaces alternatifs, comme Internet, pour diffuser leurs discours légitimateurs. Dans l'actuel processus de paix avec le gouvernement, l'une des revendications des FARC justement est d'avoir accès aux espaces de visibilité sociale et politique, particulièrement à travers les médias, comme l'illustre cet extrait de l'accord partiel sur la participation politique signé le 6 novembre 2013, dans le cadre des négociations de paix : « [pour construire et consolider] la paix [...], il est nécessaire de garantir le pluralisme politique [... qui] requiert que les partis, organisations et mouvements qui participent à la construction de la paix aient accès aux espaces de chaînes [de télévision] et stations radio au niveau national, régional et local » (Gobierno Nacional, FARC-EP, 2013).

La question de la visibilité, notamment médiatique pour légitimer l'action politique, est donc centrale pour comprendre le conflit armé en Colombie et le processus de paix en cours. Cette notion de visibilité médiatique renvoie non seulement au sens perceptif du terme (voir ou ne pas voir), mais surtout au sens de la reconnaissance par l'autre (Voiron, 2005) : pour être reconnu, il faut être visible, pour être légitimé, il faut être reconnu. Ainsi, les parties concernées par une confrontation armée ou par un processus de paix, cherchent à faire partie de l'agenda des médias – pour être visibles, et à influencer le cadrage, autrement dit la manière dont les médias parlent d'eux et reprennent leurs discours légitimateurs.

À ce propos, les études sur l'agenda montrent qu'en fonction des thèmes retenus par les médias et de l'ordre dans lequel ils les traitent, ces derniers peuvent influencer la perception des récepteurs sur ce qui est important. Ce dont les médias parlent en premier (à la Une d'un journal, en ouverture d'un journal télévisé ou dans la page d'accueil d'un site web) tend à être perçu comme plus important que ce traité en dernier (Breton et Proulx, 2002, Chap. 9 ; Charron, 1995 ; Kim, McCombs, 2007) et ce qui n'est pas traité peut être condamné à une sorte d'inexistence sociale. En outre, les travaux sur le cadrage mettent en évidence que les médias influencent l'interprétation d'une réalité, en fonction des termes employés pour présenter, décrire et expliquer un phénomène social (Iyengar, 1991 ; Scheufele et Tewksbury, 2007). Les termes traduisent les cadres utilisés par les individus pour donner un sens à l'expérience vécue (Goffman, 1991). Les cadres définissent des problèmes, favorisent certains jugements,

formation et de la communication, revendique une approche pluridisciplinaire (Lochard, Soulages, 2004).

4 Art. 21, chap. IV, acc. 017, CNTV, 1997.

diagnostiquent des causes, etc. (Entman, 1993).

S'agissant des discours d'information, les cadres retenus ne dépendent pas exclusivement des journalistes puisque le premier cadrage (ou lecture interprétative de la réalité) est effectué par les sources journalistiques (Esquenazi, 2002) ; d'où l'intérêt des parties en conflit à influencer, voire à imposer ce premier cadrage – qui correspondra à leurs discours légitimateurs – et qui servira de matière première aux journalistes. Toutefois, le travail des professionnels de l'information ne se réduit pas à rediffuser les discours des sources. Ils doivent les « recadrer » pour les adapter aux standards des entreprises médiatiques. Ce travail de recadrage est susceptible de se distancier du discours source, à tel point qu'un reportage ou un article de presse peut présenter un groupe – disons la guérilla – sous un angle négatif, même en se basant sur les discours fournis par celle-ci. Par conséquent, le recadrage des médias peut davantage discréditer que légitimer un groupe social. La visibilité médiatique entraîne ainsi certains risques pour les groupes sociaux (Thompson, 2005).

En outre, grâce aux nombreuses études sur la réception des médias et aux *Cultural Studies* (Hall, 2008a), il a été établi que la lecture proposée par les médias ne correspond pas toujours à celle effectuée par les récepteurs. Néanmoins, le travail de sélection, de structuration et de cadrage des médias constitue une « pratique signifiante » qui fait en sorte que les choses aient un certain sens (Hall, 2008b, 139). C'est à partir de ce travail de resignification que plusieurs lectures sont possibles chez les récepteurs.

Ayant établi les limites mais aussi les avantages de la visibilité médiatique, il convient de préciser qu'avant les négociations de paix, le cadrage du conflit armé par les médias nationaux contribuait à la communication de guerre de l'État, et cela malgré un traitement distancié de l'information (autrement dit qui respecte les normes journalistiques de la factualité, l'équilibre, etc. et dont l'objectif est de masquer la subjectivité du journaliste). Selon la version du conflit armé communiquée par ces médias, les forces armées de l'État (FFMM) remportaient la guerre contre les groupes armés illégaux et tout particulièrement contre les guérillas, présentées essentiellement comme des groupes de criminels sans aucune motivation politique, s'adonnant au trafic de drogue et terrorisant la population. En faisant ressortir les victoires militaires des FFMM, la violence de l'État était minimisée (Serrano, 2011).

## 2. (Dé)légitimation dans les discours d'information médiatique

Compte tenu de ce contexte, l'ouverture de nouvelles négociations entre le gouvernement et les FARC a entraîné d'importants enjeux en termes de légitimité : sachant que les FARC ont longtemps été délégitimées, s'est posé la question de savoir comment se construit la légitimité des pourparlers de paix à travers celle des FARC dans les médias nationaux. Pour répondre à cette question, nous avons comparé – dans un premier temps – les stratégies discursives de (dé)légitimation qui circulent dans les médias nationaux (presse et journaux télévisés<sup>5</sup>) avant et pendant les négociations. En effet, la période qui a précédé le processus de paix est celle de la sécurité démocratique de l'ex-président Uribe, consistant à renforcer les opérations militaires contre les guérillas (López, 2005 ; Pécaut, 2003) et qui a été accompagnée de la diffusion des discours de légitimation de la guerre et de délégitimation des guérillas. Dans un deuxième temps, nous avons comparé les stratégies discursives de (dé)légitimation véhiculées par les médias nationaux pendant les négociations avec celles des FARC, diffusées à travers leur journal télévisé sur YouTube<sup>6</sup>.

Plus précisément, ont été retenus les deux quotidiens nationaux (*El Tiempo* et *El Espectador*) ainsi que le magazine hebdomadaire de référence *Semana* et les trois journaux télévisés nationaux (JT) dans leurs émissions de *prime time* : *Noticias Caracol*, *Noticias RCN* et *CM& La Noticia*. Au total, le corpus est constitué de 97 articles et 226 bulletins d'information (tableau 1) :

5 Ce choix réside dans l'importance de ces deux médias : la télévision est le média le plus consommé : 16 694 200 de téléspectateurs estimés, par jour, en 2013. La presse quotidienne, moins populaire que la télévision (6 333 000 de lecteurs par jour, en 2013) est le média de référence, davantage utilisé par les élites politiques. La radio est un média populaire : 11 771 600 d'auditeurs en 2013. Internet gagne de plus en plus d'audience (8 971 600 d'internautes), mais reste principalement consommé dans les milieux urbains. (Pulzo.com. (24 janvier 2014). « Audiencia de medios: caen El Tiempo, El Colombiano y televisión nacional en el EGM », <http://www.pulzo.com/medios/audiencia-de-medios-caen-el-tiempo-el-colombiano-y-television-nacional-en-el-egm/70466>.

6 Nous reviendrons sur la présentation de ce JT ultérieurement.

	<b>AVANT LES NÉGOCIATIONS</b>	<b>PENDANT LES NÉGOCIATIONS</b>
<b>PRESSE NATIONALE</b> <sup>7</sup>	40 articles : septembre à décembre 2007 et septembre à décembre 2009	57 articles : septembre à décembre 2013 et 29-30 septembre 2015
<b>JT NATIONAUX DU SOIR</b> <sup>8</sup>	34 bulletins d'information : 14-15 juin 2006 et 19-20 juin 2008	104 bulletins d'information : 6, 7, 12 et 13 novembre 2013 et 29-30 septembre 2015
<b>JT DES FARC (HEBDOMADAIRE)</b> <sup>9</sup>		88 bulletins d'information : septembre 2014 à octobre 2015

Tableau 1 : corpus détaillé

Pour l'analyse des stratégies discursives de (dé)légitimation, nous nous sommes basée sur les travaux en sciences du langage à propos de la nomination (Cislarus *et al.*, 2007 ; Moirand, 2009) et ceux en psychologie sociale, sciences de la communication et sociologie des médias à propos du cadrage (Entman, 1993 ; Goffman, 1991 ; Iyengar, 1991). Nous avons ainsi sélectionné toutes les expressions utilisées pour désigner et qualifier les groupes armés (FFMM, guérillas et paramilitaires). Cet ensemble de 3 078<sup>10</sup> expressions a été classé selon que ces expressions délégitimaient ou légitimaient le groupe armé concerné. Pour ce faire, nous nous sommes inspirée de la typologie proposée par Bar-Tal et Hammack (2012). Portant majoritairement sur des conflits non internes ou ethniques/religieux, cette typologie a été complétée sur la base de

- 7 Pour la période d'avant les négociations, les archives en ligne de la presse ne commencent à être disponibles qu'à partir de 2007. Nous avons sélectionné tous les articles portant sur le conflit armé de septembre à décembre 2007 et 2009. Pour la période de négociations, nous avons procédé de la même manière pour 2013. Le 29 septembre 2015, un événement important s'est produit : le Président de la République et le chef des FARC se sont déplacés à La Havane pour la signature du quatrième accord partiel sur les victimes et la justice transitionnelle. Tous les articles publiés à ce sujet le 29 et 30 septembre ont été retenus.
- 8 Pour les JT et la période d'avant les négociations, les archives ne sont pas disponibles. Nous avons dû enregistrer les émissions à des dates choisies au hasard : deux jours en juin 2006 et juin 2008. Pour la période des négociations, le corpus a été constitué autour de trois événements largement médiatisés : la signature du deuxième accord partiel portant sur la participation politique (le 6 novembre 2013) ; une semaine après, l'annonce – par la police – du démantèlement d'un plan des FARC visant les fils de l'ex-président Uribe. Pour l'année 2015, les dates correspondent à celles retenues pour la presse : 29 et 30 septembre 2015.
- 9 Sur les 39 émissions diffusées entre septembre 2014 et octobre 2015, nous en avons retenu 12, de façon à avoir un nombre de bulletins proche de celui des JT nationaux.
- 10 Dont 1 976 pour les FARC (Presse : 917, JT : 781 et « JT rebelle » : 278), 827 pour les FFMM (Presse : 406, JT : 350 et « JT rebelle » : 71) et 275 pour les paramilitaires (Presse : 168, JT : 89 et « JT rebelle » : 18).

nos travaux précédents (Serrano, 2013) et de l'analyse du corpus qui faisaient ressortir d'autres formes de (dé)légitimation. Nous avons en outre ajouté les formes « neutres » car, comme cela sera démontré, elles correspondent à un cas particulier dans le processus de délégitimation. Le tableau 2 présente l'ensemble des catégories utilisées (celles que nous avons ajoutées sont signalées par un « \* ») :

<b>FORMES DE DÉLÉGITIMATION</b>	
<i>Proscription</i>	Associer l'adversaire à des crimes graves : <i>Terrorisme, torture, homicide, recrutement des mineurs</i> <sup>11</sup> ...
<i>Caractérisation négative</i>	Associer l'adversaire à des actes inacceptables, mais qui ne sont pas des crimes graves : <i>Profiteurs, qui mènent des actions offensives, vindicatifs</i> ...
<i>Échec militaire / non soutien de la population*</i>	Présenter l'adversaire comme ayant subi une défaite militaire ou qui n'a pas le soutien de la population : <i>Prisonnier(s), ils ne sont pas très populaires (aux yeux de la population)</i> ...
<i>Étiquette politique négative</i>	Désigner l'adversaire avec des étiquettes politiques considérées comme négatives par la société : <i>Gauchiste, guérilla marxiste, groupes paraétatiques, d'extrême gauche / d'extrême droite</i> ...
<i>Comparaison négative de groupes</i>	Associer l'adversaire à des groupes considérés par la société comme répréhensibles : <i>Chavistes (proche à l'ex-président du Venezuela H. Chávez), [ils] ont perpétré un holocauste</i> ...
<i>Victimisation*</i>	Délégitimer l'adversaire en se présentant comme sa victime : <i>Blessé par la guérilla</i> ...
<i>Déshumanisation</i>	Associer l'adversaire à des caractéristiques inhumaines : <i>Machine militaire, ne se repentit pas/ne regrette rien</i> ...
<i>Autre formes de délégitimation*</i>	Désignation ironique de l'adversaire : « <i>Esas virgencitas de las FARC</i> » (« ces petites vierges des FARC »)...
<b>FORMES DE LÉGITIMATION</b>	
<i>Caractérisation positive*</i>	Associer l'adversaire à des actes positifs : <i>Le groupe veut faire la paix, a suspendu les cours militaires (pour se consacrer à la construction de la paix)</i> ...

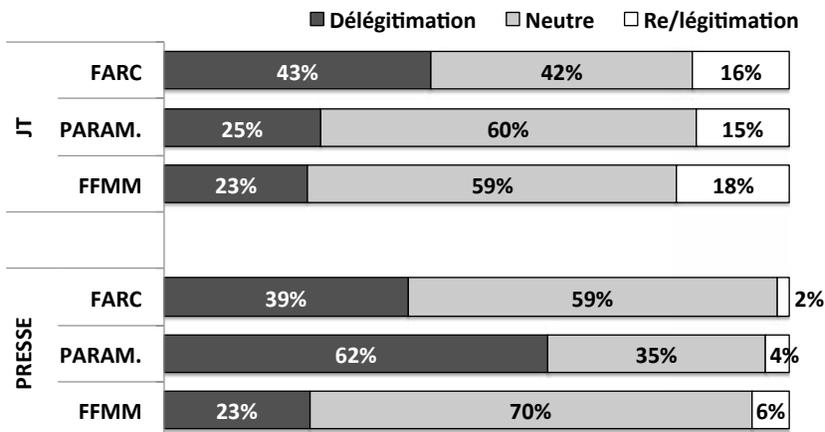
11 Tous les exemples sont tirés du corpus de cette étude.

<i>Personnalisation</i>	Reconnaître l'adversaire comme ayant les mêmes besoins et sentiments que son groupe : <i>Il partage ses expériences de vie, demande pardon, est cordial...</i>
<i>Légitimation politique</i>	Reconnaître l'adversaire comme un acteur politique légitime : <i>Le groupe a le droit de participer à la vie politique (de devenir un parti politique et ses membres d'être élus)...</i>
<i>Actions / Victoires militaires*</i>	Se légitimer en revendiquant une opération ou une victoire militaire : Description des opérations militaires en cours.
<i>Égalisation</i>	Expressions avec lesquelles l'adversaire est mis sur le même pied d'égalité : <i>Gouvernement et guérilla conviennent entre eux [d'une solution au problème...], on doit tous (toutes les parties en conflit) déposer les armes...</i>
<i>Dénégation*</i>	Expressions avec lesquelles un groupe dément ce que l'adversaire lui attribue : <i>Nous ne sommes pas des terroristes, nous n'acceptons plus les mineurs...</i>
<i>Différenciation</i>	Expressions avec lesquelles on reconnaît l'hétérogénéité de l'adversaire : <i>Ils ne sont pas tous les mêmes/pareils</i>
<b>FORMES « NEUTRES »</b>	
<i>Identification*</i>	Expressions qui donnent le nom du groupe armé ou d'un membre ( <i>Général Pérez, Commandant, L'armée, Les FARC...</i> ) ou avec lesquelles un groupe s'auto-désigne ( <i>Guérilla, subversif, auto-défense...</i> )
<i>Non-évaluative*</i>	Expressions qui peuvent être utilisées pour n'importe quel référent, armé ou non, légal ou non : <i>Le chef politique, [les personnes] en uniforme, les hommes...</i>
<i>Non-existence*</i>	Expressions qui mettent en évidence le fait que l'individu ne fait plus partie du groupe armé ou que le groupe armé n'existe plus : <i>L'ex-combattant, l'officier à la retraite, les personnes démobilisées...</i>

Tableau 2 : formes de (dé)légitimation

### 3. (Dé)légitimation dans les médias nationaux avant les négociations

Un premier aperçu quantitatif<sup>12</sup> permet de constater que si dans les JT le groupe armé le plus délégitimé est la guérilla des FARC et dans la presse les paramilitaires, ce sont les expressions « neutres » qui tendent à être les plus fréquentes, autrement dit celles qui *a priori* ne sauraient être considérées comme relevant d'une stratégie de délégitimation (graphique 1). Les raisons qui expliqueraient cette différence dans le traitement des groupes armés illégaux, doivent encore être explorées pour déterminer si elle dépend d'un positionnement partisan du journaliste et/ou des contraintes imposées par le média ou le contexte.

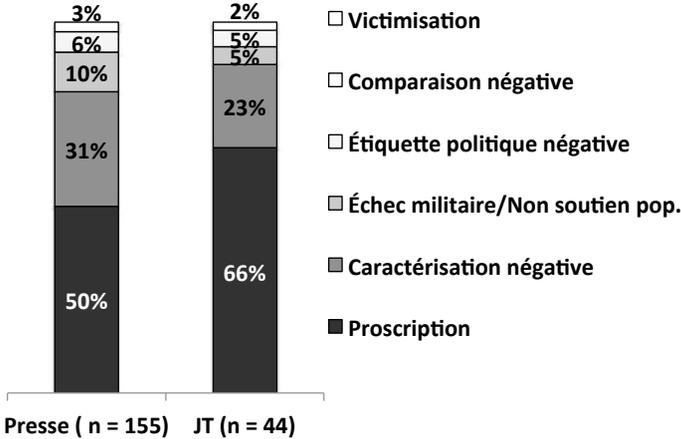


Graphique 1 : (dé)légitimation des groupes armés avant les négociations

Le type de désignation « neutre » remplit deux fonctions qui jouent un rôle dans la délégitimation d'un groupe armé. La première est d'attribuer sans ambiguïté la responsabilité d'un fait à un groupe, comme lorsque *El Espectador* rappelle en 2013 que « León Andrés Montes Ceballos a été kidnappé il y a 14 mois par l'ELN ». Dans cet exemple, « ELN » n'est pas une désignation dépourvue d'une connotation négative, car il s'agit d'associer cette guérilla au kidnapping. La deuxième fonction concerne le cas des expressions avec lesquelles un groupe s'auto-désigne et qui pour la même raison pourraient être considérées comme « neutres ». En fait, il peut s'agir des expressions que différents groupes sociaux connotent de manière divergente. Par exemple, les

<sup>12</sup> Les pourcentages représentent la proportion d'expressions classées dans chaque catégorie du tableau 2 et n'ont aucune prétention à être statistiquement significatifs.

FARC et l'ELN se revendiquent comme des « guérilleros » ou des « subversifs ». Pourtant, ces expressions font partie des désignations avec lesquelles leurs adversaires les délégitiment : pour un paramilitaire, être un « subversif » ou faire partie de la guérilla est une raison suffisante pour présenter la personne comme une cible des paramilitaires.



Graphique 2 :  
modalités de délégitimation des FARC avant les négociations

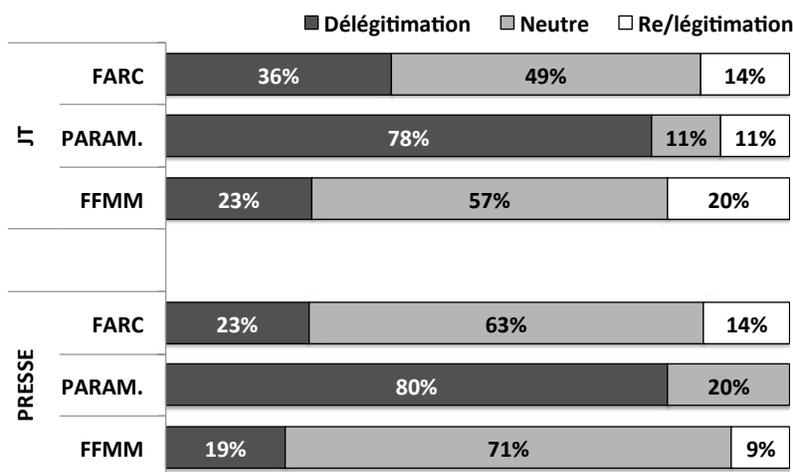
Plus précisément, les analyses montrent que, pendant la période précédant les négociations, les FARC sont associées à des crimes contredisant leurs motivations politiques et sociales revendiquées, comme le meurtre ou le kidnapping (catégorie *proscription* – graphique 2). Deuxièmement, les membres de cette guérilla sont présentés comme des personnes « manipulatrices » ou « violentes » qui « donnent de mauvais traitements » à leurs combattants et à leurs victimes (*caractérisation négative* – graphique 2). De cette façon, les discours d'information des médias nationaux contribuent à légitimer les opérations militaires des FFMM contre la guérilla.

Dans la même logique et sachant que les FFMM s'imposent comme les sources légitimes des journalistes pour parler du conflit armé, on constate que plus de deux tiers des expressions employées pour se référer aux militaires correspondent à des désignations d'identification (graphique 1). Lorsqu'il s'agit de légitimer les FFMM, 41 % des expressions recensées dans la presse et 69 % dans les JT revendiquent leurs victoires militaires contre les groupes hors-la-loi : capture ou mise à mort de leurs membres, démantèlement de leurs infrastructures, etc. Ceci étant dit, tant dans la presse que dans les JT, la proportion d'expressions qui délégitiment les FFMM sont plus fréquentes que celles qui les légitiment. Or, il ne s'agit pas du même type de délégitimation que pour les FARC. Dans les cas où des militaires sont impliqués dans des enquêtes judiciaires ou jugés coupables des crimes, les hauts responsables militaires

minimisent les affaires et s'empressent d'affirmer qu'il s'agit de cas isolés. Par exemple, on observe que les modalités de désignation des homicides commis par des militaires les minimisent (« [...] quatre militaires *ont donné la mort* aux syndicalistes » [El Tiempo, 30 septembre 2009]) ; alors que les modalités de désignation des homicides attribués aux guérillas les maximisent (« les guérilleros » ont assassiné des paysans. Ce massacre [...] » [Noticias Caracol, 14 juin 2006])<sup>13</sup>.

#### 4. (Dé)légitimation dans les médias nationaux pendant les négociations

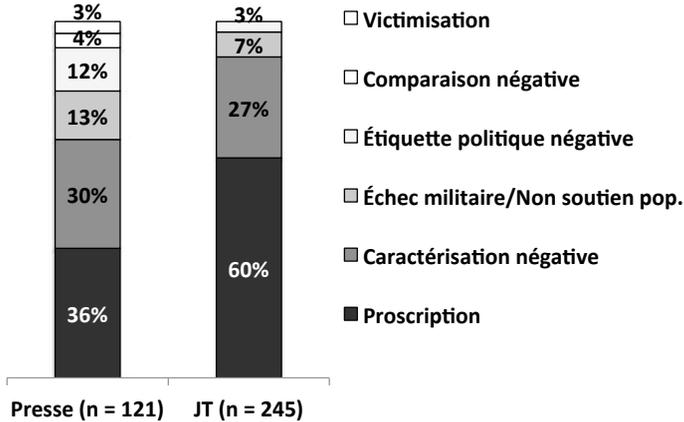
Avec les pourparlers de paix, les sources officielles, notamment les représentants du gouvernement, ont entamé des campagnes de communication pour convaincre des avantages des négociations. On pouvait de ce fait s'attendre à ce que la manière de se référer aux FARC change. Pourtant, même si la proportion d'expressions de délégitimation a diminué, cette guérilla continue à être plus délégitimée que légitimée dans les médias nationaux (graphique 3). De plus, le nombre des désignations qui légitiment ce groupe armé n'a augmenté de manière importante que dans la presse.



Graphique 3 :  
(dé)légitimation des groupes armés pendant les négociations

13 C'est nous qui soulignons.

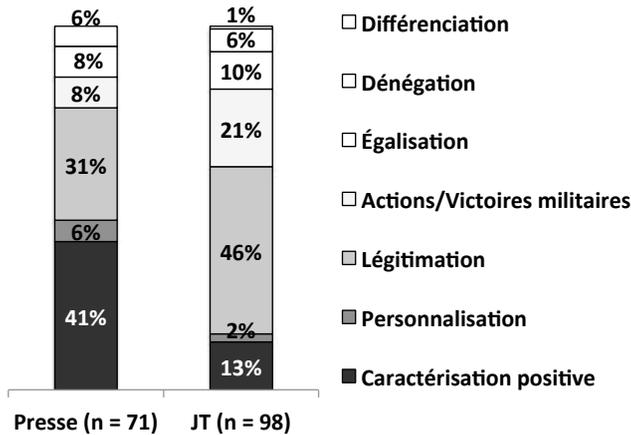
Concernant les FFMM, aucun changement important n'est constaté avant et pendant les négociations (graphiques 1 et 3). Toutefois, on remarque que les militaires sont très peu sollicités en tant que sources journalistiques pour parler de paix, alors qu'ils étaient des sources privilégiées pour parler de la confrontation armée (Serrano, 2011). Ce sont les membres du gouvernement et les représentants d'autres institutions de l'État que les médias nationaux sollicitent pour parler des négociations avec les FARC.



Graphique 4 :

modalités de délégitimation des FARC pendant les négociations

Si la guérilla des FARC continue à être l'objet d'une stratégie de délégitimation dans les médias nationaux, le procédé a changé. C'est tout particulièrement le cas dans la presse où la proportion des désignations classées dans la catégorie *proscription* a diminué de 50 % à 36 % et celle classée dans la catégorie *caractérisation négative* a légèrement augmenté. En d'autres termes, les FARC sont moins souvent présentées comme un groupe de terroristes et de trafiquants sans orientation politique, mais toujours comme un groupe hors-la-loi (graphique 4) : « en raison de ses *actions violentes*, il [un membre des FARC] est dans la liste des hommes les plus recherchés dans le pays », *Noticias Caracol*, 12 novembre 2013).



Graphique 5 :  
modalités de légitimation des FARC pendant les négociations

D'ailleurs, la presse souligne davantage les comportements des FARC qui peuvent être considérés comme socialement appréciés : « Les FARC ont renoncé au chemin de la guerre » (*El Espectador*, 30 septembre 2015), ce qui correspond à une stratégie de *caractérisation positive* (graphique 5). Progressivement ressortent – surtout dans les JT – des expressions selon lesquelles, les FARC sont un acteur politique légitime (*légitimation* – graphique 5) ayant « droit à participer en politique ». À ce sujet, par exemple, *Noticias Caracol* (30 septembre 2015) informe que le président Santos, répondant à la question d'une journaliste, a affirmé que Timochenko pourrait être candidat aux présidentielles, mais – sous un ton humoristique – qu'à son avis, il n'obtiendrait pas beaucoup de voix. D'ailleurs, l'expression « changer les armes par les votes » revient souvent dans le discours des élites politiques qui soutiennent le processus de paix.

## 5.

### Stratégies de (re)légitimation des FARC

Certes les FARC ont gagné une certaine visibilité médiatique avec leur participation dans le processus de paix, néanmoins leurs membres ne sont pas non plus devenus des sources privilégiées des journalistes. Et, comme cela vient d'être démontré, cette guérilla continue à être délégitimée à travers les discours d'information des médias nationaux. Parallèlement, les FARC ont entrepris une « lutte pour le sens » (Hall, 2008b) à travers des actions de communication destinées à diffuser leur contre-discours et imposer ainsi leur cadrage du processus et de la définition de la paix en Colombie. Concrètement, ils ont ouvert des espaces de publicisation sur Internet : trois sites web consacrés aux

négociations (dont un en anglais et un autre tenu par les femmes membres des FARC), des comptes Facebook, Twitter et une chaîne YouTube. C'est à travers cette chaîne que la guérilla diffuse, depuis septembre 2014 leur « *Informativo insurgente* » – que l'on peut traduire par « JT rebelle »<sup>14</sup>. D'après le slogan diffusé en ouverture du JT, l'objectif est de « briser le siège médiatique » en proposant cet « espace d'information qui dit ce que les médias colombiens taisent ».

Il convient de préciser que si nous analysons les désignations des groupes armés circulant dans la presse et les JT nationaux ainsi que dans le « JT rebelle », il ne s'agit pas du même type de médias. La presse et les JT nationaux (qui sont des entreprises privées) ont un fonctionnement différent de YouTube, car la diffusion des contenus n'est pas soumise aux mêmes contraintes. Par exemple, pour les FARC ou pour n'importe quel acteur social (parti politique, haut responsable militaire...), la reprise de leurs discours par un média national ne dépend pas exclusivement d'eux, mais de plusieurs facteurs internes et externes aux médias<sup>15</sup>. En outre, si leur message est retenu, il n'est pas certain que le traitement donné par le média réponde à leurs objectifs.

Internet représente ainsi un intérêt particulier pour tous les groupes sociaux et plus particulièrement pour les contre-publics qui n'ont pas accès à la sphère publique dominante. Par exemple, dans le JT que les FARC produisent et diffusent sur YouTube<sup>16</sup>, ce sont les membres de cette guérilla qui définissent l'agenda et décident du cadrage donné à chaque sujet, et cela même si la mise en scène ressemble à celle des JT traditionnels. En effet, le format a évolué depuis les premières émissions pour imiter de plus en plus les JT classiques : organisation des contenus en sections, hiérarchisation de ces sections (politique d'abord et sport à la fin), présentateurs sur le plateau, « reporters » en direct sur le terrain, etc. Par ailleurs, l'agenda s'est également élargi : en plus de l'avancement des négociations, on traite l'actualité nationale et internationale, comme la situation précaire des enfants en Colombie ou la crise des réfugiés en Europe. Cette mise en scène permet de présenter les contenus dans un format que le public est habitué à interpréter comme de l'information.

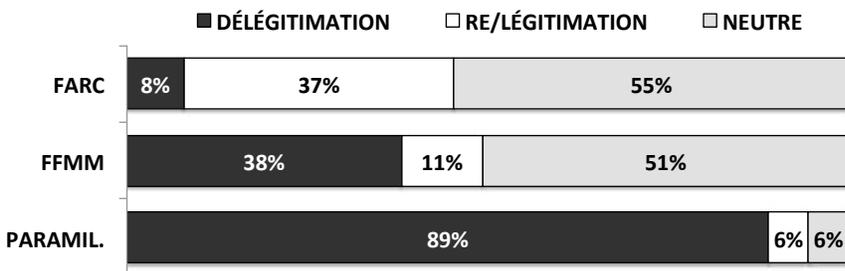
Plus spécifiquement, l'évolution du JT traduit également certains aspects de la stratégie de légitimation. Par exemple, les premières émissions ne montraient que des membres des FARC. Au fur et à mesure, des sources internationales (soutenant le processus de paix) ou nationales (représentant les victimes) apparaissent à l'écran, mais jamais des sources officielles colombiennes, sauf pour les démentir. Ensuite, le cadrage indique que cette guérilla cherche à se

14 En février 2016, l'émission change de nom et le format continue d'évoluer. Le JT s'appelle désormais « *Nueva Colombia Noticias* » (« Nouvelle Colombie Actualités/News »).

15 Pour plus de détails sur le fonctionnement des entreprises médiatiques dans les démocraties occidentales, voir Charaudeau (2005).

16 Ce JT est réalisé et mis en ligne à La Havane par des membres des FARC qui participent aux négociations de paix.

positionner comme un acteur politique expert de la situation sociale du pays et en mesure de faire des propositions (développées dans le JT) pour construire une « paix avec justice sociale ». Cette guérilla conteste le discours officiel qui la rend seule responsable de la violence. En fait, les FARC affirment être prêtes à reconnaître leur part de responsabilité, à condition que l'État colombien accepte également qu'il est un acteur du conflit et assume ses torts. Par ailleurs, les médias de masse du pays (nationaux ou locaux : presse, JT, sites web d'information) sont aussi une cible du contre-discours des FARC. Cette guérilla dénonce les pratiques médiatiques « contraires à la déontologie journalistique » qui « déforment les faits »<sup>17</sup> et elle s'attache à démentir les versions des médias qui la présentent comme des trafiquants sans orientation politique.



Graphique 6 :  
(dé)légitimation dans le JT des FARC

Puis, concernant les autres groupes armés, ce ne sont pas les FFMM les cibles principales de la délégitimation (graphique 6), mais les paramilitaires que la guérilla désigne comme des « groupes paraétatiques », soulignant ainsi les liens de ces groupes avec des membres de l'État et certaines de ses institutions. La lutte discursive est également menée à travers d'autres désignations comme celles utilisées pour s'auto-désigner. Ainsi, les FARC se présentent systématiquement comme « FARC-EP » (FARC – « armée du peuple » – « *Ejército del Pueblo* ») en opposition à « l'armée gouvernementale » (les FFMM).

17 Par exemple dans les émissions du 4 octobre 2014, du 8 juin 2015 ou du 5 juillet 2015.

## 6. Discussion

Cet article interroge la relation entre visibilité médiatique et légitimité politique à travers le cas des négociations de paix entre le gouvernement colombien et guérilla des FARC. Nous sommes partie d'un constat : les critiques aux négociations pointent la non légitimité des FARC ; légitimité entendue comme reconnaissance et acceptation de cette guérilla comme acteur politique. Ceci suggère que la légitimité (en tant que qualité) des négociations de paix passe par la légitimation (en tant que processus) des FARC. Pour cette raison, cette étude s'est concentrée sur les expressions (dé)légitimantes avec lesquelles les médias nationaux se réfèrent aux groupes armés et tout particulièrement aux FARC.

L'analyse menée confirme que la visibilité médiatique acquise par les FARC suite à l'ouverture des négociations de paix n'occasionne pas une légitimation politique. En effet, le travail de recadrage et de mise en scène opéré par les médias, ainsi que la diffusion des discours critiques des négociations font que les discours d'information des médias nationaux continuent à délégitimer la guérilla des FARC plus qu'à la légitimer. En même temps, l'analyse montre que, peu à peu, la presse et les JT nationaux relaient la voix des leaders d'opinion soutenant que la construction de la paix passe par l'acceptation des FARC comme un mouvement politique légal. Face à ce constat de légitimation des FARC et donc des négociations plutôt mitigées, nous avons analysé les stratégies discursives de légitimation que la guérilla diffuse à travers un JT qu'elle produit et transmet *via* YouTube. Pourtant, les discours d'information des médias nationaux s'en servent faiblement pour élaborer leurs reportages et articles, et les critiques au processus de paix et les campagnes contre celui-ci continuent.

Ces résultats remettent ainsi en question la pertinence d'Internet comme espace de visibilisation des contre-publics par rapport aux médias traditionnels pour des acteurs sociaux engagés dans des luttes sociales et politiques cherchant le soutien de la population. Non seulement, les FARC demandent plus d'accès aux médias nationaux et locaux, et cela même en sachant qu'elles ne contrôlent pas ce type de visibilité (Thompson, 2005) ; mais également, les médias traditionnels (presse, radio et télévision) ont toujours plus d'audience et sont davantage accessibles dans le paysage médiatique colombien. En effet, l'audience d'Internet « se limite » aux seuls internautes qui cherchent et consultent un contenu. Se pose donc la question de savoir dans quelle mesure la population colombienne, exposée pendant des années aux discours de légitimation de la guerre contre les FARC, cherche sur Internet les contenus diffusés par ce groupe armé. Un groupe social a beau diffuser ses discours légitimateurs sur Internet, si les internautes ne viennent pas les chercher, les répercussions en termes de reconnaissance et de légitimité seront limitées. Rappelons d'ailleurs que les acteurs sociaux visibles dans les médias tradition-

nels mobilisent également Internet.

Se confirme l'idée – déjà avancée par Cornu, dans d'autres contextes (notamment les révolutions arabes) – selon laquelle :

Internet offre des ressources innovantes à la relation des faits, en particulier par l'image. Son efficacité dépend cependant, pour une part non négligeable, des médias traditionnels, qui en assurent le relais et en amplifient l'écho [...] À ce jour, la communication en ligne ne semble pouvoir se passer des « vieux médias » pour atteindre le grand public (Cornu, 2013, 28-29).

La mobilisation d'arènes discursives par les contre-publics semble ainsi devoir s'accompagner de stratégies permettant à ces groupes d'accéder à la sphère publique dominante, ne serait-ce que pour « informer » les publics de leur présence sur d'autres espaces. La lutte pour le sens ne relève pas seulement d'un travail sur le cadrage, mais également d'un travail pour accéder aux moyens de signification, en l'occurrence les médias du pays (Hall, 2008b).

## Bibliographie

Barreto I., Borja H., Serrano Y. et López W. (2009). « La legitimación como proceso en la violencia política, medios de comunicación y construcción de culturas de paz ». In *Universitas Psychologica*, vol. 8, n° 3, p. 737-748.

Bar-Tal D. et Hammack P. L. (2012). « Conflict, delegitimization, and violence ». In Tropp L. (ed.), *The Oxford handbook of intergroup conflict*, New York, Oxford University Press, p. 29-52.

Breton P. et Proulx S. (2002). *L'explosion de la communication à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Editions La Découverte.

Charaudeau P. (2005). *Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck.

Charron J. (1995). « Les médias et les sources : les limites du modèle de l'agenda-setting ». In *Hermès*, vol. 17-18, p. 73-93.

Cislaru G., Guérin O., Morim K., Née E., Pagnier T. et Veniard M. (dirs.), (2007). *L'acte de nommer : Une dynamique entre langue et discours*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.

CNTV (1997). *Servicio Público y Cobertura. Sistema de Televisión en Colombia*, Bogotá, Comi-

sión Nacional de Televisión.

Cornu D. (2013). *Tous connectés ! Internet et les nouvelles frontières de l'info*, Genève, Labor et Fides.

Entman R. (1993). « Framing : Toward Clarification of a Fractured Paradigm ». In *Journal of Communication*, vol. 43, n° 4, p. 51-58.

Fraser N. (2001). « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », trad. de M. Valenta. In *Hermès*, vol. 31, n° 3, p. 125-156.

Géré F. (1997). *La guerre psychologique*, Paris, Institut de stratégie comparée, Economica.

Gobierno Nacional, FARC-EP. (2013). *Borrador conjunto. Participación política : Apertura democrática para construir la paz*, La Habana (Cuba), [En ligne], <<https://www.mesadeconversaciones.com.co/comunicados/borrador-conjunto-participación-política>>

Goffman E. (1991). *Les cadres de l'expérience*, Paris, Les Editions de Minuit.

Guelke A. (2003). « Negotiations and Peace Processes ». In Darby J. P. and Ginty R. M. (Eds.), *Contemporary Peacemaking : Conflict, Violence and Peace Processes*, New York, Palgrave Macmillan, p. 53-64.

Hall S. (2008a). *Identités et cultures : politiques des Cultural Studies*, éd. établie par M. Cer-

vulle, trad. de C. Jacquet, 2<sup>e</sup> éd, Paris, Éditions Amsterdam.

Hall S. (2008b). « La redécouverte de l'«idéologie» : retour du refoulé dans les média studies ». In Cervulle M. (Ed.), *Identités et cultures : politiques des cultural studies*, trad. de C. Jacquet, 2<sup>e</sup> éd, Paris, Éditions Amsterdam, p. 129-168.

IISS (International Institute for Strategic Studies) (2005). *The military balance 2004-2005*, Oxford, Oxford University Press.

Iyengar S. (1991). *Is Anyone Responsible ? How Television Frames Political Issues*, Chicago, Univ. of Chicago Press.

Kim K. and McCombs M. (2007). « News Story Descriptions and the Public's Opinions of Political Candidates », In *Journalism & Mass Communication Quarterly*, vol. 84, n° 2, p. 299-314.

Lochard G. et Soulages J.-C. (2004). « Une interdisciplinarité autonome est-elle possible ? Interrogations sur la réception des discours médiatiques ». In *Questions de Communication*, n° 5, p. 19-30.

López F. (2005). « Aprendizajes y encrucijadas del periodismo. Entre la paz de Pastrana y la seguridad democrática de Uribe ». In *Palabra Clave*, vol. 13, p. 7-45.

Maltby S. (2012). « The mediatization of the military ». In *Media, War & Conflict*, vol. 5, n° 3, p. 255-268.

Miège B. (2010). *L'espace public contemporain*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Moirand S. (2009). « Des façons de nommer 'les jeunes' dans la presse quotidienne nationale ». In *Adolescence*, n° 70, p. 907-919.

Pécaut D. (2003). *Midiendo fuerzas. Balance del primer año del gobierno de Álvaro Uribe Vélez*, Bogotá, Planeta.

Scheufele D. A. and Tewksbury D. (2007). « Framing, Agenda Setting, and Priming : The Evolution of Three Media Effects Models ». In *Journal of Communication*, vol. 57, n° 1, p. 9-20.

Serrano Y. (2011). « Le conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux ». In *Mots. Les langages du politique*, n° 97, p. 117-134.

Serrano Y. (2013). « Journalisme par temps de guerre civile ». In *Politiques de communication*, vol. 1, n° 1, p. 151-180.

Thompson J. B. (2005). « La nouvelle visibilité ». In *Réseaux*, n° 129-130, p. 59-87.

Voirol O. (2005). « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction ». In *Réseaux*, n° 129-130, p. 9-36.

Wolfsfeld G. (2004). *Media and the Path to Peace*, Cambridge University Press.

